

● (1450)

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LE RÉSULTAT DES RÉUNIONS INTERMINISTÉRIELLES—LE PAIEMENT FINAL ATTENDU PAR LA COMMISSION DE SYNTHÈSE DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

L'hon. Ron Huntington (Capilano): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Approvisionnement et Services. Peut-il nous dire s'il y a du nouveau du côté des réunions interministérielles au sujet des services rendus conformément aux modalités du contrat pour lesquels l'entrepreneur n'a pas encore été payé? Je voudrais surtout savoir ce qui se passe à propos de l'affaire Maritime Agencies. Le ministre pourrait peut-être nous dire en même temps pourquoi la Commission de synthèse de l'état d'avancement de la conversion au système métrique n'a pas encore reçu son paiement final pour les services qu'elle a rendus.

L'hon. J.-J. Blais (ministre des Approvisionnements et Services): Madame le Président, en ce qui concerne la Commission de synthèse, je me renseignerai volontiers et je dirai au député ce qui en est.

Quant à la MAL, comme le député le sait très bien, vu qu'il s'intéresse à cette question, nous contrôlons de très près ce qui se passe. Mon cabinet et moi-même communiquons presque chaque jour avec des représentants de la MAL. J'espère pouvoir dire au député quels progrès ont été accomplis sous peu.

Je signale en passant au député que le troisième navire, le *Jasmine*, a maintenant été chargé et qu'il est déjà sur la haute mer.

M. Huntington: Madame le Président, il s'agit d'une question très grave. L'entrepreneur en transport, Maritime Agencies Limited, a fourni tous les services prévus par le contrat, et ce sont des conseillers du ministre lui-même qui me l'ont dit. Le problème découle du fait que la Commission canadienne du blé n'a pas effectué la livraison prévue au navire quand il était au poste d'amarrage. Le gouvernement a-t-il une objection à respecter ses contrats? Chaque fois que nous revenons là-dessus, un nouvel obstacle inattendu empêche l'entrepreneur de recevoir son dû. Depuis 1978, le ministre a certes eu le temps d'adopter un mécanisme de paiement qui empêcherait cette compagnie de subir des torts qui risquent d'être graves.

M. Blais: Madame le Président, le député a signalé que certaines questions sont en litige depuis 1978. Il sait aussi qu'une action judiciaire a été intentée et que je ne peux donc pas parler de ce qui s'est passé en 1978. Quant à ce qui s'est passé depuis, comme le député le sait, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre chargé de la Commission canadienne du blé et moi-même sommes en train d'examiner la question afin qu'on puisse régler cette affaire le plus tôt possible.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LA DATE DE LA PRÉSENTATION DU BUDGET

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Je crois l'avoir entendu dire qu'il avait eu des discussions ce matin avec un de ses collègues du cabinet au

Questions orales

sujet de la préparation du budget. Dois-je en déduire que le ministre des Finances est actuellement en train de préparer un budget? Peut-il dire à la Chambre des communes à quelle date il sera présenté à la Chambre?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, comme le sait le très honorable député, la préparation d'un budget est un long processus. Il le sait probablement mieux que moi. J'y travaille à l'heure actuelle, mais, malheureusement, je ne suis pas en mesure aujourd'hui de dire quand il sera présenté, bien que j'aie toujours eu l'intention de le faire dès que nous aurons réuni toutes les données complexes qu'il nécessite.

M. Clark: Madame le Président, j'imagine que cela veut dire qu'un budget sera présenté d'ici 1990, mais le ministre des Finances sait, pour avoir suivi la période des questions, que son premier ministre n'a pas voulu nous fournir d'engagement à ce sujet l'autre jour. Devant le taux d'inflation et le taux de chômage qui prévalent chez nous, il n'a pas voulu nous donner l'assurance que, s'il n'était pas possible de présenter un budget au début de l'automne, il y aurait un exposé économique indiquant l'orientation générale du gouvernement du Canada avant la fin de l'été. Je me demande si le ministre des Finances a maintenant eu l'occasion de repenser à cet échange et s'il pourrait nous assurer que, s'il n'y a pas de budget au début ou au milieu de l'automne, il y aura un exposé économique d'ici la fin d'août.

M. MacEachen: Madame le Président, je rappellerai au très honorable député que j'ai présenté un exposé économique à la Chambre le 21 avril. Les députés d'en face ont insisté pour l'appeler un budget et n'ont pas arrêté de le faire depuis. Je me demande donc pourquoi il serait nécessaire d'en présenter un autre. Mais je rappelle au très honorable député que le Nouveau parti démocratique a tout dernièrement présenté une motion à la Chambre qui comportait un vote et que j'avais alors donné un résumé assez complet de la situation économique et, certes, de l'attitude actuelle du gouvernement. Je rappelle en outre au très honorable député que nous l'avons fait trois ou quatre mois après avoir été élus, ce qui n'avait pas été le cas pour le gouvernement dont il a été le chef.

* * *

LES CONFLITS DE TRAVAIL

LE SECTEUR DE LA PÊCHE À TERRE-NEUVE—L'ACHAT D'AUTRES BATEAUX DE PÊCHE PAR L'OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Compte tenu du conflit actuel dans le secteur de la pêche à Terre-Neuve où quelque 70 conserveries viennent de fermer leurs portes, laissant environ 30,000 personnes sans travail, et étant donné ce qu'a dit le ministre au député de Saint-Jean-Est au sujet du rôle de l'Office canadien du poisson salé dans ce différend, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il envisage d'autoriser l'Office à se procurer des bateaux et des embarcations de pêche afin d'acheter encore plus de l'excédent de poisson, qui sera sans doute disponible dans les jours et peut-être les semaines à venir, au cours de la grève?